

<https://ricochets.cc/Le-systeme-policier-factieux-anti-republicain-en-phase-avec-la-non-democratie-autoritaire.html>



# Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 24 juillet 2023

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Tout comme les oligarques et autres tyrans au pouvoir au gouvernement, le système policier est en roue libre, ces agents et chefs multiplient les gestes et déclarations factieuses.**

« Fiers » de tuer et mutiler, les flics veulent aussi l'absolution, l'impunité et un régime spécial.

**Pouvoir politique et pouvoirs policiers sont parfaitement en phase, en miroir, tous deux embarqués dans une surenchère d'autoritarisme, de discours martiaux et de répression sanglante.**

Dans ce système non-démocratique et autoritaire, il n'est pas étonnant que différents groupes institutionnels « s'autonomisent » franchement et s'érigent en castes qui dictent leurs lois en fonction de leurs intérêts. Jusqu'où iront-ils avant qu'on les arrête et qu'on les dégage tous ?

Le tyran macron bafouille les mantras habituels (la-démocratie, l'état de droit, Nul en République n'est au-dessus de la loi, etc.). Venant d'un despote autoritaire aux manettes d'institutions non-démocratiques qui ordonne des répressions féroces de la population légitimement révoltée ça sonne creux, comme les casseroles qui résonnent à chacune de ses sorties ridicules.

Pas davantage « d'ordre républicain », mais la démocratie réelle (donc directe)

On ne sortira pas de ce processus d'extrême droitisation généralisé par davantage "d'ordre républicain" (plus de flics et de lois répressives), mais par la mise en place de la démocratie réelle (donc directe) sur fond de fin de la société de masse (et des médias des milliardaires), de l'état (et de son système policier), du capitalisme et du système techno-industriel.

## 4 ALERTE ROUGE 4

Le chef de la police française, à la tête de 150.000 agents, n'a pas UN MOT pour Hedi, laissé pour mort par la BAC de Marseille après s'être fait fracasser la tête. Ce qui « l'empêche de dormir », ce sont les poursuites contre l'un des responsables.

Il déclare ce dimanche : « avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des erreurs graves ». Le directeur de la police dit même « comprendre l'émotion et la colère » des policiers factieux, et appelle à « prendre en considération les difficultés de l'exercice du métier et le contexte général dans lequel les policiers sont amenés à agir ».

**Frédéric Veaux est un proche de Sarkozy, marié à Véronique Malbec, nommée par Macron au Conseil Constitutionnel. Tous les postes clé de la République ont été confisqués par la même mafia.**

Le message du directeur de la police a été retweeté par le compte officiel « Porte-parole de la police nationale ». Une heure après, le Préfet de Paris Laurent Nunez écrivait à son tour : « Je partage les propos du DGPN. Fier d'avoir été préfet de Police des Bouches-du-Rhône. »

C'est donc une opération concertée. Les numéros 1 et 2 de la police française valident la sédition policière en cours. C'est un coup d'État symbolique qui viole ouvertement la séparation des pouvoirs, intimide la justice et appelle, de fait, à des mesures dictatoriales, instaurant officiellement la police comme étant un corps autonome et hors du droit.

Soit Macron et Darmanin sont au courant et valident, et c'est un bond vers un État policier et une dictature. Soit ils sont dépassés par les fascistes qu'ils dirigent et se taisent car ils sont terrorisés. Dans les deux cas c'est d'une gravité sans nom.

**En quelques semaines, nous avons subi coup sur coup le 49-3, la répression sanglante du mouvement pour**

les retraites, Sainte-Soline, l'antiterrorisme contre le mouvement écolo, la dissolution des Soulèvements de la Terre. Puis l'exécution de Nahel suivie d'une répression militarisée des banlieues, avec un mort, plusieurs comas et des mutilations. Et maintenant ça.

La constitution immédiate d'un front large, antifasciste, puissant, à même de stopper l'engrenage infernal est une urgence absolue.



Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire

## LE RISQUE DE COUP D'ÉTAT FASCISTE SE PRÉCISE

« Dans une carrière de policier vous allez commettre une illégalité, forcément. Aujourd'hui on doit traiter les policiers différemment, il doit y avoir une inégalité dans le traitement des policiers en faveur de ces policiers. Il doit y avoir une excuse de violence, je pèse mes mots. Ça doit passer par une Cour particulière, ou une commission, ou un organisme particulier. »

**Ce ne sont pas les mots d'un fasciste dans les années 30, ni l'extrait d'un programme d'extrême droite radicale. Ce sont les mots de Jean-Michel Fauvergue, sur Cnews, le 22 juillet 2023.**

Cet homme n'est pas seulement le sosie du méchant dans Avatar, le super-flic qui massacre les habitants de Pandora pour le compte de firmes capitalistes. Jean-Michel Fauvergue est l'ancien patron du RAID, une unité de police spécialisée dans l'antiterrorisme et le grand banditisme, récemment utilisée contre les écologistes et dans les banlieues. Il a surtout été député macroniste pendant cinq ans et est aujourd'hui conseiller de Macron sur la sécurité. C'est donc un homme au cœur du pouvoir qui demande, sur une chaîne d'extrême droite, que les policiers censés garantir la loi bénéficient officiellement de mesures d'exception qui leur permettrait de tabasser ou tuer avec la garantie d'être protégés : « une excuse de violence ».

**Fauvergue avait déjà porté la « Loi de Sécurité Globale » en 2020, une batterie de mesures ultra-liberticides qui augmentait les pouvoirs de la police. Il reconnaît désormais que les policiers, qu'il connaît bien, commettent tous des actes illégaux. Mais plutôt que de les en empêcher, il faudrait donc créer spécialement pour eux une justice d'exception.**

## **Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire**

---

Ces déclarations ont lieu alors que des centaines de policiers se mettent en arrêt maladie illégalement pour contester des décisions de justice. La CRS 8, connue pour son ultra-violence et visée par plusieurs plaintes pour violences policières, a publié une photo de la compagnie revendiquant « zéro activité » en soutien à « la BAC de Marseille », qui a laissé pour mort un jeune homme le 1 juillet, et « le collègue de Nanterre » qui a exécuté Nahel fin juin.

Que fait le gouvernement ? Rien. Il laisse des fonctionnaires armés menacer la justice et se mettre en arrêt tout en conservant leur salaire grâce à des médecins de complaisance. N'importe quelle autre profession subirait des sanctions immédiates. Des profs ou des soignantes ont été gazées pour avoir réclamé des moyens, des électriciens ont été violemment réprimés pour avoir lutté pour les retraites. Ici, le ministère accourt pour écouter les factieux.

Quand la SNCF fait grève, il n'y a pas de trains. Quand les profs font grève, il n'y a pas de cours. Si le personnel hospitalier pouvait réellement faire grève, il n'y aurait pas de soins. Quand les ouvriers font grève, la production s'arrête. Quand la CRS 8 fait grève ? La population ne risque rien. À part moins de morts, de mutilations, de manif réprimés. La seule chose que protègent ces unités, c'est le gouvernement et les ultra-riches.

**Il n'y a pas de "bavures", les policiers criminels ne sont pas des exceptions. S'ils se soutiennent tous, c'est qu'ils savent qu'ils sont capables de commettre les mêmes actes. Ils s'identifient aux agents poursuivis pour des faits gravissimes. La police n'est donc pas seulement « au-dessus des lois ». Elle dicte la loi, elle l'écrit, c'est elle qui est au pouvoir. Elle contrôle le discours médiatique, décide des ministres de l'Intérieur, choisit ce qui peut être dit ou censuré, terrorise tout le monde.**

Cela fait des années que des médias indépendants comme le notre, des chercheurs, des ONG tirent la sonnette d'alarme : en France le pouvoir, totalement illégitime et discrédité, a confié toute son existence entre les mains de milices d'extrême droite armées. Il est totalement dépendant d'elles.

**La question d'un coup d'état d'extrême droite ne se pose plus donc en terme de possibilité mais de calendrier. La dissolution de la police n'est plus une idée déraisonnable mais une nécessité à court terme.**

Imagine, tu as perdu des proches à cause de la police, ou tu as subi une agression physique, et/ou régulièrement des contrôles musclés avec insultes et palpations en insistant sur tes parties intimes.

Et là, tu apprends qu'après la mort d'un adolescent et le lynchage d'un passant, tout ce que fait la hiérarchie policière, c'est protéger des criminels en uniforme.

Ce pays moisit chaque jour un peu plus de l'intérieur.

(posts de Contre Attaque)

NOTE : sur Ricochets, un article avec décortiqué un peu le discours et le business de ce Fauvergue : [La députée LREM drômoise Alice Thourot adepte de la répression policière et des entreprises de sécurité privée](#) - Surveillance et répression policière : davantage de pouvoirs et de business pour la sécurité privée !



Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire

## MALADE DE SA POLICE, LA FRANCE SE MET EN ARRÊT

Depuis des semaines, le gouvernement répète sur tous les tons et dans tous les médias son objectif : « réduire le nombre d'arrêts maladie ». Le but ? « Faire des économies » en criminalisant les travailleurs et travailleuses qui se mettent en arrêt et en surveillant les médecins.

Depuis plusieurs jours, des centaines de policiers, CRS, membres de la BAC et autres se mettent en arrêt maladie pour soutenir leurs collègues criminels. Non seulement ils n'assurent pas leur service, mais ils continuent de toucher leur salaire illégalement, pour une cause parfaitement indigne tout en menaçant la justice.

Soucieux des comptes publics et sans besoin de passer par le cabinet Mc Kinsey, nous proposons donc un conseil gratuit au gouvernement : les « arrêts maladie de complaisance » sont très facile à trouver. Ils sont même revendiqués publiquement, sous vos yeux. Les policiers concernés diffusent même fièrement les photos sur les réseaux sociaux.

N'hésitez pas à sanctionner massivement ces fraudeurs !

(posts de CND)



**Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire**

## **LES CHEFS DE LA POLICE VALIDENT LA SÉDITION FACTIEUSE DE LA POLICE**

**C'EST UN COUP D'ETAT, POUR LE MOMENT ENCORE SYMBOLIQUE MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ?**

Pour les chefs de la police - soutenus par Darmanin - , ruer de coups un passant innocent après lui avoir tiré dans la tête, le laisser pour mort sur le pavé, victime d'un grave traumatisme crânien qui le laissera un long moment dans le coma entre la vie et la mort, avec une opération de la mâchoire, une partie de l'os crânien qui lui a été retiré et le risque de perdre l'usage d'un oeil avec une nouvelle opération crânienne en septembre, ce n'est qu'une « faute ».

Les déclarations combinées des chefs de la police (et pas seulement, l'épouse de Frédéric Veaux et membre du Conseil Constitutionnel) soutenus par Darmanin, c'est la marche assumée et revendiquée vers l'Etat policier

**LES FLICS NE VEULENT PAS ÊTRE SOUMIS A LA LOI ET LE GOUVERNEMENT Y ENCOURAGE LE COUP DE FORCE POLICIER S'ETEND**

Après l'intervention des chefs de la police en faveur des flics de la BAC de Marseille qui refusent qu'un de leurs collègues soit incarcéré pour avoir tabassé à mort un jeune sans raison, et, dans la foulée, le refus de Macron, Darmanin ou Borne de condamner, le mouvement de sédition des flics s'étend à travers toute la France  
**IL FAUT APPELER A UNE RIPOSTE !**

(post de J Chastaing)



**Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire** « L'ordre républicain », c'est l'autoritarisme et le maintien des hiérarchies et inégalités sociales

## « L'ORDRE, L'ORDRE, L'ORDRE »

Macron en déplacement en Nouvelle-Calédonie donnait ce midi une interview à des journalistes laquais, dans un contexte de sédition policière et de crise politique majeure. Comme personne n'a regardé cette intervention, on vous la résume.

; Le président a d'abord osé se féliciter des 100 jours d'apaisement. Tout content qu'il n'y ait plus de casseroles lors des déplacements de ministres. Un mouvement social majeur, soutenu par 90% des travailleurs a été vaincu par le 49-3 et les grenades, et il en est fier. Dans l'esprit pervers du pouvoir, lorsqu'il y a des contestataires, ce sont des factieux qu'il faut liquider par la force. Lorsqu'il n'y a plus de contestation, c'est que tout le monde est d'accord avec lui. Gagnant à tous les coups.

; À propos de la révolte des banlieues : aucun mot sur Nahel à l'origine de la colère. Aucun mot sur les violences policières. Aucun mot sur les deux hommes dans le coma et l'homme tué par la police durant les troubles. Sa réponse, mot pour mot : « l'ordre, l'ordre, l'ordre ». Il s'est aussi félicité de la « réponse judiciaire implacable » qui a consisté à envoyer des centaines de personnes en prison après des procès expéditifs, parfois pour avoir seulement récupéré une canette dans un magasin brisé ou ramassé des vêtements.

; Macron s'est attaqué aux familles. Puisqu'il n'est pas question de parler de l'exécution par balle d'un adolescent par la police, il faut bien trouver un coupable : les mères célibataires. Ce sont les « familles » qui doivent « rétablir l'autorité ». Aucune empathie. Aucune réponse politique. Aucune solution sociale. Aucun message envoyé aux plus précaires ou aux habitants des quartiers. Même Sarkozy et Chirac faisaient semblant de parler de la pauvreté et de proposer une République vaguement « inclusive » après les émeutes de 2005 et 2007. Pour Macron, seule la force martiale compte.

; Aucun rappel à l'ordre du Directeur de la police qui menace ouvertement la justice. Le président se refuse courageusement à « commenter ses propos ». En principe, son rôle n'est pas de commenter mais de sanctionner le séparatisme fasciste du chef de la police. Aucun mot non plus contre les policiers qui font des arrêts maladie illégaux. Ce n'est donc plus lui qui dirige le pays, mais la police.

; « Il n'y a pas de liberté sans ordre », a-t-il encore martelé. « Notre pays a besoin d'un retour de l'autorité à tous les niveaux ». Il souhaite la mise en place d'un « ordre public numérique » sur les réseaux sociaux, donc supprimer le

dernier espace de contre-pouvoir qui existe encore.

ï Même Marine Le Pen est dépassée. Elle tweete timidement : « Que fait le chef de l'État quand l'État est en train de se disloquer, Justice contre Police et Police contre Justice ? ». Le Pen joue le rôle de la politicienne rationnelle et modérée face à un pouvoir en roue libre. Elle peut se le permettre : Macron applique déjà son programme pour elle. Voici le bilan que tire Macron de la situation. Réprimer, mater, mépriser, et donner les pleins pouvoirs à la police, en n'ayant que le mot « Ordre » à la bouche. La République de Macron, c'est le Parti de l'Ordre. Cette République qui a tué dans le sang la Commune de Paris, en faisant exécuter 20.000 parisiens et parisiennes en 1871. Macron, c'est un Adolphe Thiers ubérisé.

(post de Contre Attaque)

## Macron nous parle depuis la télévision d'État.

**Un peu hésitant, dans un exercice difficile. Ne pas froisser l'institution policière désormais entrée en collusion avec les principes constitutionnels de séparation des pouvoirs. Et tenter de faire illusion sur sa capacité à gouverner.**

Il rappelle que les flics "ne sont pas au-dessus de la loi" mais comprend leur émotion. Sacrebleu.

Il a surtout certainement compris qu'il va devoir brosser dans le sens du poil son bras armé pour espérer rester en place.

On en est là.

▶ vidéo : [https://fb.watch/l\\_zjV5PTT2/](https://fb.watch/l_zjV5PTT2/)

(post de CND)



**Le système policier factieux anti-républicain en phase avec la non-démocratie autoritaire** De grosses entreprises financent CNEWS la chaîne de l'extrême droite

## ° LES SPONSORS DU FASCISME

Carglass répare aussi la vitrine médiatique du fascisme.

**La chaîne Cnews, du milliardaire Bolloré, fonctionne notamment grâce à la publicité. Ce sont donc les entreprises qui achètent des annonces qui sponsorisent ce média. En sachant parfaitement que Cnews a été sanctionnée pour des propos racistes, sert de tribune à toute l'extrême droite et que son propriétaire ne se cache pas pour dire qu'il utilise ses médias pour « son combat civilisationnel ».**

**Qui sont les sponsors du fascisme en France ? Les voici, en millions d'euros versés, en 2022 :**

- ‡ Stellantis (automobile) : 13,77
- ‡ Renault (automobile) : 11,4
- ‡ Carglass (vitres automobiles) : 8,2
- ‡ Comme j'aime (régimes) : 8,03
- ‡ Orange (télécommunications) : 7,85
- ‡ JDE : 7,85
- ‡ Wolskvagen (automobiles) : 7,41
- ‡ LIDL (grande distribution) : 6,59
- ‡ Crédit Mutuel (banque) : 6,23
- ‡ L'Oréal (cosmétique) : 5,74

Faites-le savoir, et boycottez ces marques.

Sources des chiffres : L'informé

(post de Contre Attaque)